

## **LA MARCHE VERS L'ÉGALITÉ ASPECTS DE L'HISTOIRE DES JUIFS EN LORRAINE**

La Révolution française a constitué un événement majeur de l'histoire des Juifs puisque, grâce à elle, ils ont pu obtenir la reconnaissance de leur totale égalité avec les autres citoyens. Cette mesure, pressentie, parfois préconisée par certains esprits éclairés de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, nécessite cependant plus de deux ans de débats avant que la Constituante, à la veille de sa dissolution, ne promulgue enfin le décret de loi émancipateur. Dans ce combat pour l'émancipation, de nombreuses personnalités de notre région, tant chrétiennes que juives, jouèrent un rôle important, mais il n'était pas question d'en relater ici toutes les péripéties.

Nous nous sommes donc limités à évoquer deux aspects de ces événements : l'état de l'opinion publique en ce qui concernait les Juifs dans la partie nord-est des généralités de Metz et de Nancy, et la position adoptée par les représentants de la communauté juive de Metz devant le grand vent libérateur qui se levait sur la France.

### **L'image des Juifs à travers les Cahiers de Doléances**

À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la France apparaît à bien des égards comme la puissance la plus importante de l'Europe : une population de vingt-six millions d'habitants, gouvernée par un roi de droit divin issu d'une dynastie qui règne depuis près d'un millénaire, un incontestable loyalisme des sujets du royaume à ces « quarante rois qui, en mille ans, firent la France », une administration relativement efficace malgré de multiples incohérences, une armée et une flotte puissantes. Et, cependant, dira Mirabeau, « elle n'est qu'un agrégat inconstitué de peuples désunis. ». C'est que souvent, prévalait, tant auprès des officiers royaux que chez les opposants, une certaine idée d'uniformité. La monarchie avait souhaité, à sa manière, fondre les différents peuples du royaume dans un creuset unique. Le roi était en sa personne la loi suprême du royaume. Roi de droit divin, il était oint par le sacre, et par là même, était le représentant de Dieu dans son royaume. Tout naturellement donc, le loyalisme monarchique allait de pair avec l'adhésion à la religion catholique et romaine. L'unité recherchée de l'État devait essentiellement se manifester par l'attachement de chacun à une double foi, qui n'en faisait d'ailleurs qu'une en se complétant : foi en Jésus-Christ et foi en ce qu'on a parfois appelé « la religion royale ».

Cette double identité, celle du croyant et du sujet, fondait bien plus le régnicole que sa soumission à une administration unifiée. Dès lors, toute appartenance à une autre religion ne pouvait qu'apparaître suspecte, non seulement d'un strict point de vue théologique, mais aussi politique.

Au cours de son histoire, la monarchie française avait affronté un certain nombre d'hérésies issues du christianisme et les avait souvent

réprimées avec férocité. De ce point de vue, le protestantisme n'était que la dernière en date de ces hérésies et la révocation de l'édit de Nantes en 1685 parfaitement conforme à la volonté d'unification religieuse, préalable nécessaire à l'unification politique.

Il existait cependant en Europe, depuis l'antiquité, une autre minorité religieuse qui posait les mêmes problèmes de loyalisme vis-à-vis du Roi Très Chrétien, celle constituée par les communautés juives.

La place des Juifs dans la société chrétienne était depuis longtemps définie par l'Église, et la mise en place de ce statut avait commencé en 1215, après le concile de Latran<sup>(1)</sup>. Il s'agissait, non pas d'extirper le judaïsme de la Chrétienté comme on l'aurait fait d'une hérésie, mais de le faire disparaître progressivement, par la prédication et le baptême, les Juifs étant à la fois considérés comme le Peuple Élu dont l'Église était l'héritière, mais aussi celui qui avait failli, puisqu'il avait refusé de reconnaître la vérité du message de Jésus. Les Juifs étaient doublement témoins : de l'unicité de Dieu, mais aussi du triomphe de l'Église qui s'était constituée en un Nouvel Israël.

Pendant longtemps, cependant, les Juifs avaient pu se protéger de la volonté tenace de l'Église de les marginaliser.

C'est qu'ils rendaient des services parfois importants à différents monarques d'Europe en maintenant tout au long du haut Moyen Âge un filet d'échanges commerciaux avec le monde musulman. Mais à partir du XI<sup>e</sup> siècle, l'émergence des nations maritimes et commerçantes, comme Gênes ou Venise, va rendre leur importance négligeable dans ce domaine. Les Juifs vont alors déplacer leurs activités et se spécialiser dans le prêt à intérêt, palliant ainsi les insuffisances d'un système économique imprégné d'une idéologie inspirée de la pensée chrétienne qui condamne le prêt d'argent et par conséquent le crédit. L'usurier juif est né, détesté par ses débiteurs, mais incapable d'exercer une autre activité, puisque frappé d'interdiction d'accès aux corporations ou à l'exploitation des terres.

Marginalisés au sein de la société, les Juifs doivent donc désormais être protégés. C'est à quoi vont s'employer les princes, tant laïcs que d'Église, d'autant plus intéressés à cette protection qu'ils la vendaient fort cher, alors que par ailleurs, ils avaient le plus grand mal à lever un impôt sur leurs sujets chrétiens. Mais au cours du XIV<sup>e</sup> siècle, les rois d'Occident réussissent à mettre peu à peu sur pied une administration fiscale de sorte que pour eux, continuer de protéger les Juifs devient plus dommageable pour leur image que rentable pour leur Trésor. Une série d'expulsions, parfois suivies de rappel, va frapper les Juifs au long du XIV<sup>e</sup> siècle, l'expulsion définitive pour la France étant datée du 17

1) Cf. B. BLUMENKRANZ, *Histoire des Juifs en France (1<sup>re</sup> partie : les origines et le Moyen Âge)*, Paris, 1972, et, du même, *Juifs et Chrétiens dans le monde occidental*, Paris, 1960.

septembre 1394. Elle sera encore rappelée avec solennité en 1615 pendant la minorité de Louis XIII.

Mais l'intérêt de l'État pouvait souffrir des exceptions : en 1552, la France établit sa protection sur les évêchés de Metz, Toul et Verdun<sup>(2)</sup>. A Metz, la situation économique est catastrophique alors que la ville devient le principal centre militaire du royaume. L'ancien patriciat, formé de propriétaires fonciers et de banquiers avait disparu tant par épuisement démographique que par disqualification politique. L'économie de la ville, surtout de sa garnison, faisait de l'établissement d'un système de crédit une nécessité. En 1564, les trois premières familles juives s'installent à Metz, bientôt rejointes par beaucoup d'autres, assurées à chaque début de règne de la bienveillante protection du roi de France. A son apogée, vers 1714, la population juive de Metz atteignait 3000 personnes environ. Par la suite, elle diminua constamment au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais elle comptait encore 2000 personnes à la veille de la Révolution.

D'autres Juifs, environ 1500 personnes, s'étaient installés au cours des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles dans les différentes localités du vaste territoire qui constituait la généralité des Trois-Évêchés. Là aussi, leur implantation avait été souhaitée et favorisée par l'administration militaire française, toute puissante dans une région où la vocation de « bouclier du Royaume » prévalait<sup>(3)</sup>. Là aussi, comme à Metz, la nécessité d'approvisionner les troupes, de pourvoir la cavalerie royale en fourrages et en chevaux de remonte, rendait obligatoire l'établissement d'un système de crédit auquel les Juifs participaient largement.

Enfin, les duchés de Lorraine et de Bar, avaient vu eux aussi s'installer sur leur sol des communautés juives. Les premières l'avaient fait sous la protection française et à la faveur de l'occupation des duchés, presque tout au long du XVII<sup>e</sup> siècle. En 1697, les duchés avaient retrouvé une indépendance réelle, et leur souverain, Léopold, nourrissait de grandes ambitions qu'il fallait soutenir par une économie la plus florissante possible. Lui aussi appela des Juifs. Ces derniers, malgré certains avatars dus à de nombreuses réactions hostiles, purent se maintenir, mais en nombre limité. Des édits ducaux limitaient en effet à 180 le

2) Sur l'histoire des Juifs en Lorraine, Gilbert CAHEN, « La région lorraine » dans *Histoire des Juifs en France*, o.c.

3) Une partie du territoire ducal, et plus particulièrement le bailliage d'Allemagne avait été dépeuplé entre 1635 et 1654 tant du fait de la guerre que des exactions des Suédois ou des épidémies. A Hombourg et Saint-Avold, on enregistre des pertes démographiques considérables. Beaucoup de paysans s'enfuirent et se réfugièrent en Rhénanie, à l'abri des places fortes de Cologne, Mayence, Coblenz et Francfort, où vivaient de nombreux Juifs. Vers 1657-1660, les autorités s'efforcent de faire revenir les exilés et d'attirer des immigrants. On vit ainsi arriver des gens de toute l'Allemagne, jusqu'au Tyrol (politique du prince de Lixheim, seigneur de Saint-Avold). Des Juifs se mêlèrent aux nouveaux venus avec l'appui des autorités militaires françaises, soucieuses de remettre l'économie de ces régions en route. Le crédit juif devenait, là aussi, une nécessité, comme il l'avait été un siècle plus tôt, à Metz. Sur ces questions, voir l'article de Xavier BLUM dans *Les Cahiers Lorrains* n° 3, sept. 1988. En 1705, une liste des Juifs du bailliage de Boulay mentionne les origines des intéressés. L'immense majorité d'entre eux vient d'Allemagne. A.D.M.M., 3 F 502, 1 (communiquée par M. J. Fleury, secrét. Cercle généalogique de Metz).

nombre des familles juives autorisées à résidence. Mais à partir de l'arrivée de Stanislas, et bien plus encore après le rattachement des duchés à la France en 1766, ces édits limitant la population juive tombèrent en désuétude, bien qu'ils ne fussent jamais abrogés. Il s'en suivit une augmentation considérable de la population juive dans cette région qui frappait de stupeur les contemporains peu habitués à leur présence et qui en exagéraient l'importance. En provenance de Metz, où leur situation financière était devenue précaire, mais aussi de l'ensemble du plat-pays, renforcés par des immigrants venus de l'Empire, les Juifs de la généralité de Nancy étaient au nombre d'environ 4000 à la veille de la Révolution.

A cette époque, le royaume de France connaît donc une situation paradoxale du point de vue juridique quant à la présence des Juifs sur son sol, puisque leur expulsion demeure la loi fondamentale du royaume alors qu'ils sont largement tolérés tant en Lorraine que dans les Trois-Évêchés. Mais cette tolérance semble plus être le fait des autorités que de la population. Encore très attachés à leur particularisme culturel, maintenus à la fois par le poids des habitudes et par la législation dans des activités économiques jugées avilissantes, voire nuisibles, les « Juifs Allemands » sont en général détestés par les populations rurales. Cependant cette appréciation d'ensemble mérite d'être nuancée. C'est ce que nous avons essayé de faire en étudiant attentivement la « question juive » telle qu'elle apparaît à la lecture des cahiers de doléances des communautés villageoises et urbaines de cinq bailliages de la généralité de Metz : Metz, Thionville, Longwy, Vic et Sarrebourg-Phalsbourg, et cinq bailliages de l'ancienne Lorraine ducale : Villers-la-Montagne, Bouzonville, Boulay, Dieuze et Lixheim. A l'exception des bailliages de Sarreguemines, Bitche et Fénétrange dont les cahiers primaires sont perdus<sup>(4)</sup>, nous couvrons ainsi la totalité de la « Lorraine Allemande » et du territoire évêchois qui le bordait entièrement à l'ouest et au sud. Dans cette zone ainsi définie vivaient environ 80 % des 7 à 8000 Juifs habitant les provinces de Lorraine et des Trois-Évêchés<sup>(5)</sup>.

Il semblerait, à la lecture de ces cahiers, que l'on pourrait délimiter trois zones principales où se manifeste une nette animosité antijuive, mais à des degrés différents : la partie nord-est du bailliage de Thionville, de part et d'autre du cours de la Moselle entre Thionville et Sierck, une

4) Nous en avons cependant quelques épaves : le cahier de doléances de Forbach, publié par H. WILMIN dans la *Revue touristique et culturelle du syndicat d'initiative de la région de Forbach*, 1958; les cahiers de la noblesse du bailliage d'Allemagne, du clergé de Bitche et Sarreguemines, et du Tiers de Sarreguemines, publiés par H. NOMINÉ dans *Cahiers sarregueminois* n° 2 (1966), n° 6 (1968) et n° 7 (1969); enfin, le cahier primaire de Puttelange-lès-Sarralbe publié par H. HIEGEL dans *Les Cahiers lorrains*, 1962, p. 54-58.

5) Une étude des cahiers primaires a été faite par M. LIBER dans « Les Juifs et la convocation des États Généraux de 1789 », *REJ*, tome LXIII, Paris, 1912, p. 89 sqq. Mais Liber n'avait à sa disposition, pour notre région, que des cahiers de bailliages de Metz, Vic, Boulay et Bouzonville. Il se borne à énumérer les passages antijuifs les plus marquants et à poser le problème le plus important : qui a dicté ces cahiers, puisqu'il est bien entendu que s'ils représentent sans doute une aspiration réelle des populations, ces dernières étaient le plus souvent incapables de les exprimer, du moins sous cette forme. Plus récemment, les cahiers de doléances ont à nouveau été étudiés par M. FEURWERKER dans *L'Émancipation des Juifs de France*, Paris, 1976, où il se livre à une statistique minutieuse des sentiments antijuifs. Cette statistique a été contestée, en particulier par M. Blumenkranz.

zone de 10 à 15 km de rayon environ centrée autour de Boulay, et enfin, bien plus étendue - environ 40 km de diamètre - un territoire couvrant le flanc nord-ouest du Donon, avec Sarrebourg comme centre.

Entre ces trois zones, deux régions où cette animosité est plus variable et plus éparse : dans le bailliage de Bouzonville, elle est surtout présente dans les villages situés aux abords de la route Metz-Sarrelouis. Mais si l'on mentionne volontiers que l'usure est un fléau pour les paysans, on ajoute aussi que les Juifs n'en ont pas le monopole et qu'il y a donc des usuriers chrétiens : c'est le cas à Anzeling, Hestroff, Piblange, Rémering et Evendorff. Dans le bailliage de Dieuze, le ton des cahiers est très dur en ce qui concerne les Juifs dans les villages du Nord du bailliage, près de la route Saint-Avold-Sarralbe, mais il s'atténue sensiblement au fur et à mesure que l'on s'approche du sud du territoire. Encore faut-il mentionner que pour trois villages du nord : Gréning, Nelling et Insming, le principal objet du scandale est la présence du haras de Sarralbe, affermé à un Juif, qui a ainsi le pouvoir d'organiser des corvées domaniales pour le fauchage et le voiturage des foins... « esclavage aussi honteux à notre sainte religion qu'injurieuse à la qualité de sujets libres de la France » (cahier d'Insming).

Mais si on analyse plus profondément les trois zones « dures », on constate également des différences entre elles.

Dans le bailliage de Thionville, la ville de Thionville est en flèche de la revendication antijuive, réclamant l'expulsion d'une famille juive qui vient de s'installer dans la ville et se prévalant des lois espagnoles, en vigueur au Luxembourg voisin, dont elle faisait autrefois partie. Mais dans les villages situés en aval de la Moselle, on est bien moins virulent et si de nombreuses localités mentionnent l'usure des Juifs comme une cause supplémentaire de la misère des paysans, quinze d'entre elles proposent en guise de solution de légaliser et de réglementer la pratique du crédit, et nullement de l'interdire aux Juifs, et huit autres ne proposent aucune solution au problème qu'elles ne font qu'évoquer. Quant à l'expulsion des Juifs, elle n'est évoquée que par la seule localité de Volkrange, à quelques kilomètres de Thionville; encore s'agit-il d'une expulsion en direction de... Metz.

Dans le bailliage de Boulay, un cahier totalement identique est émis par neuf localités situées à l'ouest de Boulay. Ceux de deux d'entre elles, Condé-Northen et Volmerange sont d'ailleurs écrits de la même main. Les autres sont probablement copiés d'après un modèle dont la source semble être François Paul Nicolas Anthoine, lieutenant général du bailliage. Mais on trouve des accents plus durs encore à l'est de Boulay, au voisinage de l'enclave de Deting, qui appartient au comté de Créhange, où habitaient de nombreux Juifs protégés par les Comtes. Il est certain que là, l'animosité antijuive rejoignait la rancœur antiseigneuriale.

Plus loin, à Freybouse, près des villages de Gréning, Nelling et Insming déjà cités, on parle de « forcer les Juifs à apprendre des métiers et

les reléguer dans une île inculte pour s'occuper de l'agriculture ». On peut compléter ce tableau en citant les villages appartenant au bailliage de Vic, évêchois donc, mais qui sont enclavés dans la généralité de Lorraine. A Niedervisse, à quelques kilomètres de Boulay, les Chrétiens sont devenus minoritaires dans le village où ils ne comptent plus que vingt feux en face de vingt-quatre feux juifs. Les Juifs ont même construit un temple dont les signataires demandent la destruction. Le ton est aussi haineux à Kappelkingen, plus à l'est : « ... ce genre d'ennemis du Christianisme qui sont inutiles à l'agriculture... ».

Mais c'est certainement autour de Sarrebourg qu'on atteint les plus hauts sommets de l'antijudéisme<sup>(6)</sup>. Qu'ils appartiennent aux bailliages évêchois de Sarrebourg, de Phalsbourg ou de Vic, ou à ceux, lorrains, de Dieuze ou de Lixheim, la tonalité est la même : on fustige certains seigneurs qui se montrent coupables d'avoir attiré les Juifs ainsi à Bourscheid. On s'indigne bien sûr de la présence d'usuriers juifs, Impling parle de calamité, à Oberstinzel, ils sont « la ruine du peuple, la peste de la province et le chancre de l'état. La limite de leurs usures est l'impossibilité de recevoir davantage ». On souhaite donc « que la France soit une maison de force pour les Juifs, par religion ennemis du bien public ». Les plus modérés souhaitent que des notaires ou des officiers municipaux contrôlent les créances, mais un peu partout, on réclame avec force l'extension à la Lorraine et les Trois-Évêchés du règlement d'Alsace de 1784. Ce dernier avait été promulgué par lettres patentes le 10 juillet 1784. Il ne s'appliquait qu'aux Juifs d'Alsace dont les effectifs avaient gonflé de façon qui semblait inquiétante tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle tant par accroissement naturel que par l'immigration. Deux points de ce règlement semblaient importants : les limitations de l'usure et de l'accroissement démographique.

En ce qui concerne l'usure, celle-ci devait être contrôlée par deux préposés, les intérêts clairement stipulés et exprimés en espèces, et l'usage de l'hébreu interdit dans la rédaction des actes. Plus spectaculaires encore étaient les mesures prises pour contenir l'augmentation de la population juive. Interdiction de se marier sans autorisation royale, expulsion de tous les Juifs étrangers ou sans ressources, instauration d'un « permis de séjour » limité à trois mois et accordé à un Juif étranger venant en France pour ses affaires. De fait, en Alsace même, ce règlement apparaissait comme inefficace et insuffisant aux yeux des ennemis des Juifs, mais en Lorraine et dans les Trois-Évêchés, surtout dans les districts jouxtant la frontière alsacienne, le *Règlement d'Alsace* était devenu la panacée. Il était d'ailleurs repris avec force par les cahiers de bailliage de Sarrebourg - Phalsbourg, sous l'évidente inspiration du comte de

6) C'est dans cette région, à Lixheim, qu'eut lieu les 1<sup>er</sup> et 2 août 1789, un soulèvement populaire dirigé en partie contre des Juifs, et orchestré par Ricatte, lieutenant général du bailliage, dont un des amis, Jean Tourneur devait de fortes sommes d'argent à un Juif de Lixheim, Cochel Bloch. A ce sujet, L. BOUR, *La Grande Révolution dans l'arrondissement de Sarrebourg*, Metz, 1939, p. 14-18, ainsi que les cahiers de doléances de Sarrebourg, Phalsbourg et Lixheim, publiés par P. LESPRAND et L. BOUR, Metz, 1938, p. 15.

Custine qui en avait fait la pièce maîtresse de la politique qu'il préconisait en la matière.

Cependant, en face de cette vaste zone allant de Thionville à Phalsbourg, où de nombreux villages clament leur méfiance et parfois leur haine des Juifs, existe une autre zone où la présence des Juifs semble mieux acceptée. Cette région s'étend principalement autour de Metz et de Lunéville.

A Metz d'abord<sup>7)</sup>, il est remarquable que la « question juive » soit à peine évoquée alors que la ville abrite une communauté de près de deux mille personnes. Le cahier du clergé est muet sur la question bien que son député, le curé Thiébault passe pour être hostile aux Juifs. La noblesse de Metz voulait « que tous les régnicoles, quelle que soit leur croyance, jouissent dans le Royaume du droit de cité ». On ne citait pas expressément les Juifs pour ménager les membres du Parlement de Metz qui avaient fait exclure les Juifs de l'application de l'édit de 1787 accordant le droit de cité aux non-catholiques, mais l'intention était claire. Quant au Tiers de la ville, il demandait « d'aviser aux moyens de rendre les Juifs utiles » reprenant ainsi la formulation du fameux concours de l'Académie de Metz de 1785. D'ailleurs le Tiers de Metz élu député Roederer, qui avait organisé et animé le concours. Dans les villages du bailliage, on parle généralement bien peu des Juifs. A Ennery, on se plaint de l'enchérissement des loyers dû à l'augmentation du nombre des familles juives, et à Louvigny, où l'on signale qu'ils habitent les plus belles maisons du village, on prétend qu'ils sont malades et contaminent les enfants chrétiens de leurs maladies comme leurs chevaux le feraient des autres bêtes côtoyées à l'abreuvoir. On ne signale d'usure qu'à Bourgalstroff, mais c'est une enclave messine située près de Dieuze, loin vers l'est. Quant à Courcelles-Chaussy, elle réclame simplement la liberté religieuse pour tous, Protestants et Juifs. Au nord de Metz, à Luttange, le cahier révèle qu'une discussion a eu lieu en ce qui concerne les Juifs qui auraient trouvé des défenseurs parmi certains habitants.

Enfin, vers le sud-est, le long de la Route de France et à proximité de Lunéville<sup>8)</sup>, un autre ton plus modéré, prévaut. A Barchain et à Hertzling, à proximité pourtant de Sarrebourg, on assure que tous les usuriers ne sont pas juifs. Le ton est très neutre à Vaucourt, Moussey, Chambrey, Bellange et surtout à Haboudange où l'auteur du cahier n'est autre que le frère de Pierre Lacretelle, avocat à Metz et défenseur - avec son père Sébastien Lacretelle - des Juifs de Thionville en 1775. Marie-Joseph Lacretelle était en effet à l'époque curé de Haboudange. Il avait fait ses études au même séminaire que l'abbé Grégoire, son aîné de trois ans seulement, et qui, au même moment, était curé à Emberménil, à

7) M. LIBER, o.c., *REJ*, t. LXIII, p. 194-210.

8) A Lunéville même cependant, il y a bien des réserves de la part des corporations qui souhaitent interdire à toute nouvelle famille juive le droit de s'installer dans la ville, LIBER, o.c., p. 90.

guère plus de 30 km de là. Grégoire avait été en 1787 l'un des trois lauréats du concours de l'Académie de Metz sur les Juifs. Il est certain que la famille Lacretelle partageait ses idées et que le curé d'Haboudange avait sur la question les mêmes opinions que son célèbre collègue d'Emberménil<sup>9)</sup>.

Il est vrai qu'au fur et à mesure que l'on se dirige vers la région de Nancy et de Lunéville, les activités économiques des Juifs semblent évoluer. A l'activité traditionnelle du prêt à intérêt, succèdent les commerces des blés, des bestiaux et des chevaux. Parfois ces activités sont, elles, également, critiquées, certains suspectant les Juifs de spéculation sur les grains, mais on rejoint là une crainte viscérale des populations qui ne soupçonnent pas seulement les Juifs de vouloir faire monter les prix, mais bien d'autres aussi. Les activités économiques des Juifs se « déjudaïsent » donc aux yeux de l'opinion, à mesure qu'elles cessent d'être obligatoirement liées au prêt à intérêt.

A la veille de la Révolution, on peut donc résumer ainsi l'état de l'opinion publique dans le nord-est de l'espace lorrain : une majorité de villages plus ou moins hostiles aux Juifs, mais à des degrés très variables, s'organisent autour de quatre villes où les bourgeois sont à la tête de l'antijudaïsme : Thionville, Boulay, Sarrebourg et Phalsbourg. Mais le sentiment antijuif décroît sensiblement à mesure que l'on se rapproche des deux villes où se regroupent la plupart de ceux qui souhaitent une approche plus libérale de la « question juive » : Metz et Lunéville.

C'est dans ce cadre géographique et psychologique qu'à leur tour, les Juifs de Lorraine et des Trois-Évêchés vont s'organiser dès mai 1789, rédiger eux aussi leurs cahiers de vœux<sup>10)</sup>, et entamer, appuyés par leurs amis et défenseurs chrétiens, au premier rang desquels figure l'abbé Grégoire, un long combat juridique et politique qui, après bien des péripéties, aboutira enfin à l'émancipation totale des Juifs du Royaume, proclamée en septembre 1791 par l'Assemblée Nationale. Ce jour-là, la France, la première en Europe, accordait la totale citoyenneté à sa population juive, mettant ainsi définitivement fin au « Moyen Age des Juifs ».

Jean-Bernard LANG.

9) La parenté des Lacretelle a été clairement établie par M. Jean FLEURY, secrétaire du Cercle Généalogique de Metz.

10) M. LIBER, o.c., *REJ*, t. LXV, Paris, 1913, p. 88 sqq.



## Les Juifs de Metz dans le débat sur l'émancipation

En 1789, au moment où vont s'ouvrir les États Généraux, la communauté des Juifs de Metz, groupée sur le quai des Juifs du quartier Saint-Ferroy, comprend environ 2000 individus, auxquels on peut ajouter, semble-t-il, 1500 Juifs au plus, éparpillés dans certains bourgs et villages de la généralité. On le voit, la province des Trois-Évêchés ne comptait qu'une communauté juive urbaine, mais elle était d'importance. Celle de Metz était « à vrai dire, la seule communauté digne de ce nom qu'il y eut alors en France »<sup>(11)</sup>.

Le mouvement en faveur de l'émancipation des Juifs n'était pas resté sans échos dans cette ville de Metz où des esprits éclairés, surtout dans le monde parlementaire en contact avec les Juifs, se trouvaient en face d'une réalité qui n'était plus de la pure spéculation philosophique. A la veille de la Révolution, la Société Royale des Sciences et des Arts était composée d'hommes d'esprit humain animés du désir de faire des Juifs des êtres utiles à la société, de les affranchir de la réprobation que l'opinion publique faisait peser sur eux depuis des siècles. C'étaient des hommes persuadés des vérités permanentes de la raison. En 1785, un an après la promulgation des lettres patentes de Louis XVI concernant les Juifs d'Alsace, la Société Royale mit au concours pour 1787 la question restée célèbre : « Est-il des moyens de rendre les Juifs plus utiles et plus heureux en France ? ».

Elle couronne finalement en 1788 trois mémoires, celui de l'abbé Grégoire, curé d'Emberménil au bailliage de Lunéville, celui de Thiery, avocat au Parlement de Nancy, et celui de Zalkind Hourwitz, juif polonais, interprète des langues orientales à la bibliothèque du Roi. Tous les trois avaient conclu à l'abrogation des lois d'exception pesant sur les Juifs.

Un des principaux promoteurs de ce concours avait été Pierre-Louis Roederer, conseiller au Parlement de Metz depuis 1780. Roederer, né à Metz en 1754, fils d'un Strasbourgeois devenu avocat au Parlement de Metz, était un homme nourri des idées nouvelles. Il avait lu les économistes et les philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle, en particulier Adam Smith, Locke et Montesquieu. Comme l'écrivit Sainte-Beuve, « il représente bien, à sa date et dans sa province, ce que pouvait être un homme éclairé

11) LIBER, « Les Juifs et la convocation des États Généraux », *Revue des études juives (REJ)*, t. LXIII, 1912, p. 194. A la même époque, il y avait dans la province de Lorraine 4000 Juifs si l'on en croit Grégoire (*Essai sur la régénération des Juifs*, Metz, 1789) mais le chiffre paraît exagéré, même en supposant une augmentation considérable de la population juive par rapport aux 180 familles autorisées en 1750. En 1789, quarante familles étaient autorisées à Nancy, cinquante autres y étaient tolérées (Jacques GODECHOT, « Les Juifs de Nancy de 1789 à 1795 », *REJ*, t. LXXXVI, 1928, p. 2) mais la même situation n'existait pas dans les bourgades et villages du plat-pays. En Alsace, les Juifs pouvaient être 25000 individus en 1789. Le dénombrement de 1784 y avait donné 3948 familles et 19707 individus. On aura profité à consulter le récent ouvrage de Robert BADINTER, *Libres et égaux : l'émancipation des Juifs sous la Révolution française (1789-1791)*, 1989, 240 p., pour situer les événements qui font l'objet de cette étude dans la trame de l'histoire nationale.

de cette génération qui portait en elle l'idée et le principe d'un ordre nouveau »<sup>(12)</sup>. Déjà, dans ses voyages à Paris, M. de Malesherbes, l'enquêteur sur la situation des Juifs, l'avait consulté à ce sujet, comme il devait l'être par le Maréchal de Beauvau, à la veille de la Révolution, sur l'opportunité de convoquer les États Généraux<sup>(13)</sup>.

Roederer fut le rapporteur du concours de la Société Royale en 1787, mais bien qu'il eût déjà retenu les mémoires de Grégoire et de Thiery, il ne jugea digne du prix aucun des neuf mémoires déposés. En 1788, les trois concurrents déjà cités furent couronnés, sur le rapport de M. Le Payen, secrétaire général de la Société, qui concluait par ces mots : « soyons justes envers eux (les Juifs) pour qu'ils le deviennent envers nous : c'est le vœu de l'humanité et de tous les gens raisonnables. Tout porte à croire que le gouvernement l'a recueilli et ne tardera pas à le réaliser »<sup>(14)</sup>.

Les sentiments de la Société Royale étaient aussi ceux du Parlement, de ce même Parlement qui, un siècle plus tôt, avait condamné au bûcher un malheureux Juif innocent. Il l'avait montré le 8 juillet 1786 en ordonnant la suppression d'un pamphlet injurieux pour les Juifs, intitulé *Le cri du citoyen contre les Juifs de Metz par un capitaine d'infanterie*<sup>(15)</sup>. Et déjà, on avait vu les Juifs de Metz se défendre contre leurs ennemis, en chargeant le plus éminent d'entre eux, Isaïe Berr Bing, l'ami de Roederer, d'Emmery, de Grégoire, de répondre à cet écrit<sup>(16)</sup>. La réplique eut un grand succès. L'auteur reçut des éloges de Mirabeau qui, la même année, avait fait paraître son opuscule sur Moïse Mendelssohn et sur *la Réforme Politique des Juifs*<sup>(17)</sup>, apparaissant ainsi comme le défenseur en France de la cause des Juifs.

Les cahiers de doléances rédigés à Metz en vue des États Généraux convoqués pour le 5 mai 1789 présentent l'intérêt particulier que seuls de tous ceux des trois provinces de l'Est (Évêchés, Lorraine, Alsace), ils peuvent être considérés comme favorables dans une certaine mesure à la cause des Juifs. Si le cahier du clergé et celui de la ville sont muets au sujet des Juifs, ce qui dénote pour le moins qu'il n'a pas été porté de plaintes graves à l'égard d'une communauté de deux mille âmes que nul

12) *Causeries du Lundi*, t. VIII, 2<sup>e</sup> éd., 1855.

13) Il publia en novembre 1788 une brochure intitulée *De la députation aux États Généraux*. Lacre-telle aîné qui en 1774 avait plaidé la cause de trois Juifs de Metz devant le Parlement de Nancy, fut également consulté par Malesherbes.

14) A. CAHEN, « L'émancipation des Juifs devant la Société Royale des Sciences et des Arts de Metz en 1787, et M. Roederer, » *REJ*, t. I, 1880, p. 83-104 et TRIBOUT DE MOREMBERT, « Est-il des moyens de rendre les Juifs plus utiles et plus heureux ? », *Considérations sur les concours de l'Académie royale de Metz de 1787 à 1788, Mémoires de l'Académie nationale de Metz*, 1971-1972, p. 179-265.

15) A Lausanne (Metz), 1786, in-8° de 26 p. Le factum anonyme était l'œuvre de M. de Foissac, capitaine d'infanterie. Celui-ci publia encore en 1790 un plaidoyer *Contre l'usure des Juifs des Évêchés*, s. d.n.l., petit in-8° de 109 p.

16) *Lettre du Sr. I.B.B., juif de Metz, à l'auteur anonyme d'un écrit intitulé « Le cri du citoyen contre les Juifs de Metz »*, Metz, 1787, in-8° de 57 p.

17) Londres, 1787, in-8°.

ne pouvait ignorer, si le cahier de la noblesse, sous l'influence de Roederer demande que « tous les régnicoles, quelle que soit leur croyance, jouissent dans le royaume du droit de cité », le tiers du bailliage seul touche directement à la question juive, demandant « d'aviser de rendre les Juifs utiles »<sup>(18)</sup>. « C'est seulement dans une ville considérable et cultivée comme Metz, où l'opinion avait été avertie et éclairée par le concours de l'académie locale, qu'on paraît s'être élevé à cette largeur et à cette sérénité de jugement »<sup>(19)</sup>.

La ville de Metz présente un contraste absolu avec une Alsace unanimement hostile, une Lorraine malveillante, où même les cahiers de la Ville de Nancy montrent qu'à propos des Juifs, on ne sut pas s'élever au-dessus de considérations étroites, avec les cahiers de doléances évêchois du bailliage de Vic, se plaignant avant tout de l'usure pratiquée par les Juifs dans les campagnes<sup>(20)</sup>.

Les « Juifs allemands » de l'Est n'avaient, sauf de rares exceptions, pas participé à la rédaction des cahiers et à l'élection des députés aux États Généraux<sup>(21)</sup>. Toutefois, sur les instances de Cerfberr, ils obtinrent le 15 mai, après l'ouverture des États Généraux, la permission de se réunir devant leurs syndics pour rédiger leurs cahiers de doléances et pour choisir deux délégués par province qui se rendraient à Paris chez leur syndic-général, qui était Cerfberr<sup>(22)</sup>.

C'était le moment décisif, celui où les Juifs pouvaient demander au roi et à la nation de leur accorder les droits et les avantages des autres citoyens. L'abbé Grégoire, curé d'Emberménil, les y poussait, comme il ressort d'une lettre qu'il avait adressée dès le 23 février à son ami Isaïe Berr Bing<sup>(23)</sup>.

Quels étaient les sentiments des Juifs de Metz en présence des événements qui se préparaient ? Nous les connaissons mal. On ne sait rien de la façon dont les cahiers furent rédigés. Les cahiers, même le cahier

18) M. LIBER, *REJ*, t. LXIII, 1912, p. 194.

19) *Ibid.*, p. 208.

20) Les doléances des communautés rurales du bailliage de Metz à l'égard des Juifs sont plus modérées dans l'ensemble, même dans les villages où les Juifs étaient établis. À côté de nombreux cahiers, où il n'est pas question du tout des Juifs, on en trouve qui, comme à Ennery, se plaignent surtout du nombre excessif des Juifs, dont le nombre, fixé jadis à sept ménages, s'élevait en 1789 à 24 familles, ou comme à Louvigny, demandent l'éloignement des habitants juifs, lesquels par leurs maladies (*sic*), infestent les catholiques. Dans le Pays messin proprement dit, seuls les cahiers du Ban-Saint-Martin, de la Beuverie (aujourd'hui commune des Étangs), de Servigny-lès-Raville, demandent des mesures contre l'usure des Juifs. Celui de Courcelles-Chaussy demande la liberté du culte pour les non-catholiques « liberté d'autant plus juste et raisonnable que tous les Juifs qui habitent les villages voisins ont celle, publique, de leur culte ». Dans la communauté voisine de Léovillers, trois chefs de famille juifs signent le cahier à côté des trois autres comparants, et le cahier de Marly-sur-Seille, qui ne contient rien sur les Juifs, mentionne deux Juifs, Lion Hayem et Salomon Lévy parmi les 49 comparants. (DORVAUX et LESPRAND, *Cahiers de doléances des communautés en 1789. Bailliage de Metz*, Metz, 1918.

21) Les Juifs « portugais » du Sud-Ouest avaient obtenu de faire partie des assemblées primaires dans les mêmes conditions que les autres sujets du roi.

22) LIBER, *REJ*, t. LXIV, 1912, p. 270.

23) Reproduite par LEMANN (abbé Joseph), *La prépondérance juive. Les origines (1789-1791)*, Paris, 1889, p. 95, d'après les *Archives Israélites*, année 1844, p. 416.

commun aux trois provinces, présenté à l'Assemblée Nationale, ont disparu. On n'a pas davantage retrouvé les procès-verbaux de l'élection des députés<sup>(24)</sup>. Les élus des Juifs de la province des Trois-Évêchés furent Goudchaux Mayer Cahen, un des syndics, et Louis Wolff, receveur de la communauté de Metz.

A côté des vœux communs aux Juifs des trois provinces : suppression des droits de protection, égalité devant l'impôt, exercice libre des arts et métiers, liberté d'acquisition d'immeubles et droit de libre établissement dans toute la France, libre exercice du culte en conservant l'organisation des communautés, les Juifs de Metz, dans des demandes particulières, réclamaient l'abolition de la taxe Brancas et le droit de participer aux biens communaux des lieux où ils s'établiraient<sup>(25)</sup>.

Les préoccupations des Juifs de Metz, singulièrement de leurs représentants, l'esprit dans lequel furent formulées leurs demandes, ressortent du *Mémoire particulier pour la communauté des Juifs établis à Metz*, publié sous le nom d'Isaac Berr Bing<sup>(26)</sup>. Ce mémoire de trente pages trace d'abord un tableau remarquable de la condition des Juifs en général, et en particulier de ceux de Metz. Il développe et justifie ensuite les doléances qu'ils ont à présenter au roi. Après avoir critiqué la condition légale des Juifs qui a influé sur leur caractère et sur leurs mœurs et qui a fait du commerce leur seule ressource, l'auteur rappelle le passé de la communauté de Metz, « qui a été souvent utile et jamais onéreuse à la province ». Ils sont sujets du roi et leur fidélité a déjà été attestée par Henri IV et Louis XIII. « Ces anciennes familles osent se glorifier de n'avoir jamais été souillées par un crime grave. Elles osent s'honorer de n'avoir presque jamais fait naître de banqueroute frauduleuse ». Le mémoire trace ensuite un tableau des Juifs messins, lequel plaide en faveur de la religion qu'ils pratiquent et observent scrupuleusement.

« L'amour du prochain, la charité envers tous les pauvres sans distinction, la fidélité envers le roi et la patrie sont les préceptes les plus solennellement recommandés ». Il vante la pureté de leurs mœurs familiales. « Tel est le peuple dont on a mis en problème s'il est possible de le rendre utile. Peut-être eût-il mieux valu mettre en question comment, sous tant d'abus contraires à l'humanité et au bon ordre social, il a pu conserver son existence ». « On pense, écrit M. Liber, à Mendelssohn reprenant poliment Dohm qui, dans sa supériorité, livre ses moyens de corriger les Juifs ».

24) Celui de l'assemblée primaire des Juifs de Lixheim, en Lorraine, a été publié par Jacques GODECHOT, « Comment les Juifs de Lorraine élurent leurs députés en 1789 », *REJ*, t. LXXXI, 1925, p. 48.

25) Ces demandes nous sont connues par la *Motion en faveur des Juifs*, présentée par l'abbé Grégoire à l'Assemblée Nationale le 3 août 1789 (Paris, 1789).

26) Réimprimé dans les *Archives parlementaires*, 1<sup>re</sup> série, IX, p. 445-449 et analysé par LIBER, o.c., *REJ*, t. LXV, 1913, p. 118 sqq. Il reprend en partie l'argumentation contenue dans la réponse publiée en 1787 par Isaïe Berr Bing au *Cri du citoyen contre les Juifs de Metz*.

Puis l'auteur répond à ceux qui accusent les Juifs de se livrer à l'usure. Il explique les raisons pour lesquelles ils en sont venus à pratiquer le commerce de l'argent. D'ailleurs les Juifs de Metz ne sont pas tous prêteurs. Quelques-uns font de la banque, du commerce d'étoffes, de chevaux, de bijoux, toutes sortes d'entreprises. « le reste qui, hélas, forment les deux tiers de la nation, languit sans autres ressources que la friperie ». Et le mémoire de tracer un tableau pathétique, bien que sans doute exagérément sombre, de l'existence de ces malheureux. Il est bon, je crois, de l'avoir sous les yeux pour se rendre compte de ce qui était en jeu pour les Juifs au moment où ils étaient appelés à présenter leurs doléances au roi.

« Fixez vos regards, si la répugnance de voir des malheureux vous le permet, sur tant d'individus absolument indigents, qu'une loi tyrannique éloigne des ateliers et des travaux de l'agriculture, que leur extrême pauvreté empêche de se faire une ressource du commerce. C'est dans les demeures de ces infortunés, dans le sein de leurs malheureuses familles qu'il faut voir lutter la nature et la religion contre le désespoir. Figurez-vous des pères de famille parcourant la ville depuis le matin jusqu'au soir heurtant à toutes les portes pour recevoir et débiter les livrées de l'indigence, heureux encore si, avec l'insulte et le mépris, ils recueillent un pain de douleur que la famine seule peut les déterminer à chercher, contents de pouvoir apaiser les plaintes de ces êtres innocents qui ne connaissent pas encore leur sort, ils retournent le soir dans leur retraite obscure, d'où ils sortent le lendemain sans autre consolation que d'avoir fait un pas de plus vers le tombeau. Et c'est ainsi qu'ils achèvent des jours de misère auxquels l'indifférence du gouvernement les a condamnés. »

Tels sont les moyens d'existence. Et voici l'énumération des charges énormes qui pèsent sur eux : impositions, taxes, emprunts. « Leurs moyens sont si bornés et leurs charges si considérables que leur existence tient vraiment du prodige. C'est le chef-d'œuvre de ce que peuvent l'industrie, l'activité et la frugalité réunies ».

Quels sont les remèdes à apporter ? Répartir plus équitablement les contributions, accorder aux Juifs la liberté du travail. « Le premier et le plus important des droits naturels, c'est la faculté d'exercer les arts et métiers ». C'est de cette façon que seront régénérés par le travail les pauvres de la communauté<sup>(27)</sup>.

Il faut aussi que les impôts soient équitablement répartis. Le ton, ici, devient véhément. L'auteur proteste contre la taxe arbitraire de 20.000 livres par an due à la famille de Brancas et contre celles payées à quelques seigneurs dans le plat-pays par les Juifs établis dans la généralité. « Si les privilèges qui dispensent une classe de citoyens des contributions

27) Comme le remarque M. LIBER, il y a là la première initiative formelle de créer des ateliers et des écoles de travail « qui ont été une des grosses préoccupations du judaïsme français émancipé ».

communes sont des abus, les exceptions qui en surchargent une autre sont des concessions, elles deviennent des barbaries lorsqu'elles sont intolérables ».

Que réclament encore les Juifs ? « la faculté de posséder des fonds, soit dans les villes, soit dans les campagnes », le droit de libre établissement, et, partout, celui de participer aux biens communaux là où ils viendraient à demeurer. Ici apparaît la préoccupation essentielle des syndics de la communauté messine : il est indispensable de maintenir leur administration et leur police particulière, car il faut empêcher ceux qui quitteraient la ville ou la généralité de se soustraire aux charges et aux dettes de la communauté. C'est l'intérêt des créanciers, « des citoyens catholiques qui lui ont confié à titre de fonds perdus ce qu'ils ont pu amasser pour se procurer, sur le déclin de leurs jours, le moyen d'être à l'abri d'une pauvreté absolue. ».

Les syndics des Juifs de Metz hésitaient ainsi à réclamer la plénitude des droits politiques. Ils ne voyaient pas bien loin et désiraient le maintien de leur organisation particulière et ils y persisteront. « Sans s'en rendre compte, ils sacrifiaient l'émancipation des Juifs à une question de liquidation de créance. Ils étaient logiques. Ils ne demandaient pas les droits des citoyens, mais la réforme de quelques abus... Pour consolider leur dette, ils n'auraient pas liquidé leur passé. Ils seraient restés dans le ghetto pour payer leurs débiteurs »<sup>(28)</sup>.

La fin du mémoire contient un appel au roi et à la nation : « Quel changement salulaire, quelle révolution heureuse, les Français n'ont-ils pas le droit d'espérer de la bienfaisance, du patriotisme et de la sagesse réunie ? Serait-ce donc une vaine illusion aux Juifs de se dire : et nous aussi, nous serons traités comme des hommes ? ».

Tel est ce mémoire qui reflète les pensées des dirigeants de la communauté messine au milieu de l'année 1789. Ils étaient d'accord dans l'ensemble avec les demandes formulées par les Juifs de Lorraine et par les Juifs d'Alsace. Au droit de cité, à une liberté abstraite, à une égalité complète avec les autres Français lointains, presque inaccessibles et dont ils n'avaient pas de conception claire, les Juifs de Metz, par la plume de leurs représentants timides et conservateurs, préféraient demander l'amélioration de leur condition, mais sans renoncer à leurs privilèges et à leurs usages particuliers, surtout religieux, qu'ils considéraient comme leur sauvegarde.

Cette attitude, les Juifs de Metz vont la maintenir. L'Assemblée Nationale avait voté la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen dont l'article premier porte : « les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit ». Les Juifs de Lunéville et de Sarreguemines, en

28) LIBER, *ibid.*, p. 127-128.

Lorraine, mécontents des rabbins et syndics de Nancy dont ils désirent secouer le joug, s'enhardissent alors à demander directement à l'Assemblée Nationale le libre exercice des droits de l'homme et du citoyen. Les Juifs de Paris, d'esprit plus libre, parce qu'ils n'ont pas d'organisation particulière dans laquelle ils seraient enserrés, s'adressent à leur tour le 26 août 1789 à l'Assemblée Nationale. Ils demandent eux aussi l'égalité complète avec les autres Français, mais ils vont plus loin. Ils sacrifient délibérément leurs coutumes et usages particuliers et ils déclarent renoncer au privilège accordé aux Juifs autorisés d'avoir une organisation en corps. Leur position était hardie et révolutionnaire. Pour la première fois, la question de l'émancipation était posée dans toute son ampleur.

Quelle allait être l'attitude de la majorité des Juifs, ceux des provinces de l'Est ? L'adresse du 31 août, présentée à l'Assemblée au nom des Juifs des trois provinces, réclame sans doute la plénitude des droits civils et politiques, mais en même temps, croyant servir les intérêts de leur religion, ils ne veulent pas renoncer à leur autonomie. « Ils étaient, dit M. Liber, tous plus ou moins syndics, et n'avaient pas encore fait leur nuit du 4 août »<sup>(29)</sup>. Dans leur adresse commune, ils demandaient les droits du citoyen, la liberté d'établissement, l'abolition des taxes particulières, le libre exercice du culte et de l'organisation religieuse.

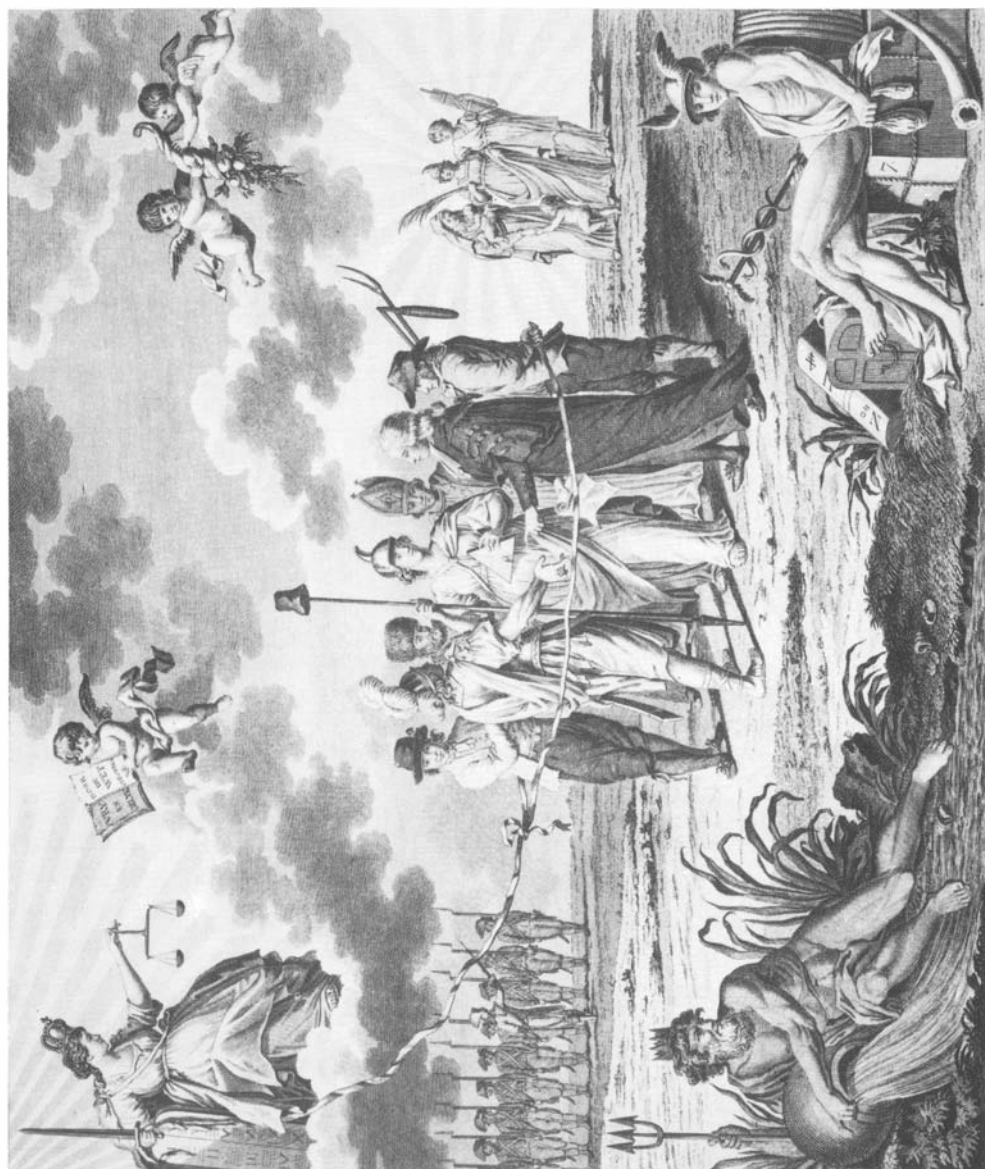
A la même date, les deux députés des Juifs de Metz présentent une demande particulière à l'Assemblée. La question des dettes de la communauté préoccupe toujours et avant tout. Se référant au mandat qu'ils ont reçu, ils demandent qu'il soit décidé par une loi qu'aucun Juif ne pourra quitter Metz sans avoir payé sa portion de dette commune, ou, à défaut d'une loi, que l'Assemblée Nationale autorise la communauté « à faire tous les règlements convenables pour rassurer les créanciers et opérer la consolidation ou l'acquittement de la dette »<sup>(30)</sup>. C'était décidément faire preuve d'un esprit retardataire. L'attitude des Juifs de Metz était dangereuse, car elle tendait à les maintenir dans leur particularisme séculaire. Comme l'écrit Ph. Sagnac, « c'est une amélioration de leur condition qu'ils demandent, ce n'est pas l'assimilation parfaite aux citoyens français. Ils veulent avoir les droits des citoyens et garder les privilèges des Juifs. »<sup>(31)</sup>.

Les Juifs de Metz vont s'obstiner dans leur attitude. Ils en arrivent même à se séparer de leurs coreligionnaires de l'Est. Lorsque ceux-ci, à la suite des débats du 23 décembre et de l'ajournement par l'Assemblée de la question de la « citoyenneté active » des Juifs, se résignèrent à sacrifier leur organisation particulière, les députés des Juifs de Metz refusèrent de signer la pétition présentée le 28 janvier 1790 à l'Assemblée

29) *REJ*, t. LXVI, p. 112.

30) La demande particulière des Juifs de Metz est reproduite dans NETTER, *Vingt siècles d'histoire...*, p. 207.

31) Dans « Les Juifs et la Révolution française, 1789-1791 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. I, p. 217.



**L'Égalité** (des cultes et des individus) : un rabbin, un évêque, un bourgeois, un paysan, un Indien... entourant une allégorie de la Liberté.  
Gravure hollandaise 1795 (Amsterdam, Ryksmuseum).



Nationale par les députés des Juifs dits « allemands ». Ce sont les Juifs de Paris qui les remplacent<sup>(32)</sup>.

A partir de ce moment, les Juifs de Metz jouent un rôle effacé dans l'effort de leurs coreligionnaires de Paris, d'Alsace et de Lorraine afin d'obtenir les droits du citoyen. A l'Assemblée Nationale et dans les journaux de Paris, la cause des Juifs est soutenue entre autres par Roederer, député de Metz<sup>(33)</sup>, tandis que Thiébault, curé de Sainte-Croix de Metz, également député de Metz à la Constituante s'oppose à presque toutes leurs demandes<sup>(34)</sup>.

Tandis que la Constituante remettait sa décision sur la question de l'émancipation générale des Juifs, qui fut réglée seulement par la loi du 27 septembre 1791, les Juifs de Metz en obtinrent le 20 juillet 1790, sur le rapport de M. de Vismes, député du Vermandois, au nom du comité des domaines<sup>(35)</sup>, et malgré l'opposition de Reubell, député de l'Alsace<sup>(36)</sup>, la suppression de la redevance de 20.000 livres due au duc de Brancas, et celle de tous les droits d'habitation, de protection et de tolérance semblables. C'était un immense soulagement moral et matériel pour le présent et pour l'avenir, mais la question des dettes de la communauté n'était pas réglée. L'Assemblée Constituante qui mit les dettes des communautés et corporations d'ancien régime à la charge de l'État, fit une exception pour celles des communautés juives, car les Juifs n'avaient pas la qualité de citoyens. La liquidation de la dette de l'ancienne communauté des Juifs de Metz en fut rendue difficile. Elle devait durer jusqu'après le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>(37)</sup>...

## **Les Juifs à Metz de 1792 à l'An VIII : l'aube d'une ère nouvelle**

La loi du 27 septembre 1791 qui faisait des Juifs des citoyens actifs sous condition qu'ils prêtassent le serment civique reçut son application à Metz. Les Juifs de Metz prêtèrent le serment<sup>(38)</sup>. Se rendirent-ils tous exactement compte de l'importance exceptionnelle de l'événement qui

32) LIBER, *REJ*, t. LXVI, 1913, p. 196.

33) C'est lui qui, le 16 avril 1790, rédige et fait adopter par l'Assemblée le décret mettant les Juifs d'Alsace sous la sauvegarde de la loi (*Moniteur* du 17 avril 1790).

34) LIBER, *REJ*, t. LXVI, 1913, p. 199. Thiébault avait publié en octobre 1789 une réfutation des mémoires présentés au nom des Juifs.

35) « C'est prostituer la force publique que d'en vendre la protection à celle qu'elle doit garantir » déclarait de Vismes dans son rapport qui fut imprimé en 1790 sur l'ordre de l'Assemblée.

36) Reubell soutenait (ce qui était faux) que les Juifs ne payaient pas d'autres impôts que les droits de protection et de tolérance et qu'ils seraient entièrement déchargés de toutes contributions s'il était fait droit à leur requête.

37) Gibert CAHEN, « Les Juifs dans la région lorraine des origines à nos jours », *Le Pays lorrain*, 1972, p. 76. Sur les dettes de la communauté messine, TRIBOUT DE MOREMBERT, « Les Juifs de Metz et de Lorraine (1791-1795) » dans *Les Juifs et la Révolution française, problèmes et aspirations*, Paris, 1976, p. 88-93.

38) ANCHEL, *Napoléon et les Juifs*, p. 6; FEUERWERKER, *L'émancipation des Juifs*, p. 432-434.

faisait d'eux des citoyens d'un pays libre ? On aimerait connaître leurs sentiments, mais on n'a pas de témoignage à ce sujet<sup>(39)</sup>...

Lorsque la France fut en guerre en juillet 1792 et que les armées de la première coalition s'apprêtèrent à envahir les départements de l'Est, les Juifs, surtout ceux de Paris, manifestèrent une grande ardeur patriotique. A Metz, le vénérable rabbin Oury Phoebus Cahen, président de la communauté rabbinique assurant l'intérim du grand rabbinat depuis 1785, montrant l'exemple à ses coreligionnaires, offrit ses services à la patrie en danger<sup>(40)</sup>. Après Valmy, le 21 octobre 1792, une grande fête en l'honneur de la défense héroïque de Thionville fut célébrée dans la synagogue. Le rabbin, accompagné des membres du tribunal rabbinique et du conseil de la communauté, conduisit les défenseurs de Thionville devant le tabernacle. Dans un discours élevé et enthousiaste, il rend hommage à leur bravoure qui vient de sauver le pays. La cérémonie est agrémentée d'un poème hébraïque de circonstance, œuvre de Moïse Ensheim, qui fut chanté sur l'air de la *Marseillaise*<sup>(41)</sup>.

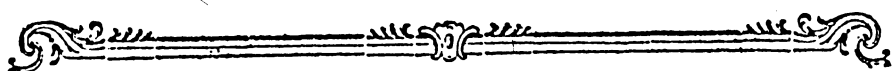
Il semble qu'à ce moment, les préventions qu'on avait nourries à Metz à l'égard des Juifs aient peu à peu disparu. Le 14 octobre, l'Assemblée Législative institue dans les départements la garde nationale et dès le 3 février 1792, le Conseil de la commune de Metz ouvre les inscriptions. Des Juifs s'y présentent en grand nombre, mais le conseil décida de refuser leur présence, sous la pression des autres citoyens, qui arguaient du piteux état de santé des recrues juives « attaquées d'une maladie héréditaire qui se communique aisément, et, continuellement fortifiée par leur ancien genre de vie qu'ils conservent encore ».

Cependant, en juillet 1793, le Conseil revient sur sa décision et enjoint aux Juifs de s'inscrire dans les trois jours sur les rôles de la garde. Les « citoyens de Metz professant la religion juive » s'en félicitent dans une adresse au Conseil général de la commune : « La loi les y appelait (dans la garde), un injuste préjugé les a repoussés, et les exposants se sont soumis à cette humiliation, résolus d'attendre avec impatience que l'esprit d'intolérance incompatible avec l'amour de la liberté fût entièrement disparu ». Soucieux de concilier les devoirs du patriotisme avec les obligations religieuses, ils demandent à être dispensés les jours de sabbat du service ordinaire et de sûreté et à « remplir un autre jour l'obligation qu'ils n'auront pu accomplir leurs jours de fête ». Bien entendu, cette

39) Si la plupart des juifs messins ne savaient pas lire le français et n'avaient pas pu se mettre au courant des idées nouvelles en lisant les journaux de l'époque, il convient de noter le fait curieux que pendant cinq mois, du 5 novembre 1789 au 1<sup>er</sup> avril 1790, l'imprimeur Abraham Spire avait publié à Metz un journal politique hebdomadaire en judéo-allemand paru à Metz (TEISSIER, *Essai philosophique sur le commencement de la typographie à Metz*, Metz, 1828, p. 52 et n.). Il a été récemment publié une traduction française, par S. SCHWARZFUCHS, *Le journal révolutionnaire d'Abraham Spire*, 1989, 141 p. (+ 160 p. hebr.).

40) A. CAHEN, « Le rabbinat de Metz pendant la période française », *REJ*, t. XIII, 1886, p. 107 (p. 72 du tiré à part).

41) *Ibid.*, p. 108. Cf. *Archives Israélites*, 1842, p. 570-571. Le cantique fut imprimé et accompagné d'une traduction française due à Berr Isaïe Bing (Bibl. mun. Nancy 4372<sup>II</sup> 468).



# CANTIQUE

*Composé par le Citoyen MOYSE ENSHEIM, à l'occasion de la fête civique célébrée à Metz, le 21. octobre, l'an 1.<sup>er</sup> de la République, dans le Temple des Citoyens Israélites.*

---

ENFIN la tyrannie est domptée ; son sceptre s'est brisé contre l'égide républicaine, et nos défenseurs marchent triomphans sur les débris des ennemis vaincus.

Dès l'aurore de la Liberté, les despotes nous avoient préparé de nouveaux fers ; long-temps ils concertèrent les moyens de nous y asservir : ils vinrent ; et la dévastation accompagna leurs traces.

Mais , ô prodige ! ô merveille ! à peine leurs nombreux bataillons avoient-ils fait quelques pas sur notre territoire, que l'aspect des Guerriers armés par la Patrie, les fit reculer d'épouvante ; ils ont fui , emportant avec eux la honte et l'opprobre.

Généreux Citoyens ! vous combattez pour l'Égalité et pour la Liberté : elle a consacré vos bras à sa défense ; elle vous a rendus à jamais invincibles.

Tremblez , oppresseurs ! tremblez jusques sous vos lambris dorés ; nos chants d'allégresse vont retentir dans tous les cœurs, et les enflammer pour la divine liberté.

Et vous, enfans dénaturés d'une tendre et indulgente mère ! que vous reste-t-il maintenant de vos ténébreux complots , si ce n'est la honte de les avoir formés, et le désespoir de n'y avoir pas réussi.

Metz, ce 6. avril 1792.  
L'an 11.<sup>e</sup> de la Liberté Française

Messieurs,

J'accuse la lettre dont vous m'honorez relativement  
aux plaintes des Citoyens qui pratiquent le culte  
Israélite et je vais charger le Maréchal de Camp  
Commandant dans cet arrondissement de prendre  
les mesures que vous me demandez et qui prévient  
les inconvénients qu'on ne peut s'espérer attribuer  
qu'à la curiosité, car les Soldats de la constitution  
doivent savoir que la liberté religieuse est un de  
ses principes les plus sacrés. Agréez, Messieurs,  
l'hommage de mon dévouement et de mon respect.

Le Général d'armée  
La Fayette

M<sup>rs</sup> les off<sup>rs</sup> municipaux de Metz

Lettre de La Fayette aux officiers municipaux de Metz en faveur des juifs de la ville.  
Metz, 6 avril 1792.

Des soldats curieux et des badauds ayant pénétré dans la synagogue et y ayant perturbé  
le déroulement des offices de la Pâque, le général déclare qu'il va charger le maréchal  
de camp, commandant de l'arrondissement, de protéger les Juifs car « les soldats de  
la constitution doivent savoir que la liberté religieuse est un de ses principes les plus  
sacrés » (A.M. Metz).

demande ne vise pas les cas où la généralité des citoyens serait appelée sous les armes<sup>(42)</sup>. Il est probable que le Conseil général de la commune fit droit à cette requête.

Quand vinrent la Terreur et les persécutions antireligieuses, la religion juive ne fut pas épargnée. La déjudaïsation est poursuivie en même temps que la déchristianisation. L'exercice du culte fut interdit et la synagogue fermée. L'école talmudique de Metz cessa de fonctionner. La synagogue mise sous séquestre servit de dépôt pour des objets saisis dans des églises et, en brumaire an III (1795), de parc à bestiaux au profit du directeur de l'agence de la commission du commerce et approvisionnements de la République<sup>(43)</sup>. On songea à la louer, à l'utiliser comme école et même à la vendre<sup>(44)</sup>. Finalement, sur la pétition de quelques juifs de Metz, le ministre des Finances J. Ramel décida de prononcer le sursis à la vente (8 messidor an VI, 1796). La synagogue fut rendue au culte en l'an IV<sup>(45)</sup>.

Les objets de culte déposés dans la synagogue furent inventoriés à plusieurs reprises par la municipalité (octobre 1793; pluviôse an II). Au cours d'un de ces inventaires, des membres de la société populaire survinrent et brisèrent ce qu'ils purent, disant qu'ils avaient agi de même dans les églises catholiques<sup>(46)</sup>. A Metz, grâce au dévouement de quelques juifs membres d'un cercle, les livres de la Loi, mis sous scellés par les autorités, échappèrent probablement à la destruction à laquelle ils étaient voués. Ils furent remplacés à temps par des rouleaux de parchemin hors d'usage<sup>(47)</sup>.

C'est en 1792, pour des raisons militaires, que les Juifs de Metz furent invités par le conseil de district à faire enlever toutes les pierres tumulaires se trouvant dans leurs deux cimetières de l'île Chambièrre et, le 19 septembre, il leur fut interdit d'enterrer à l'avenir aucun juif résidant en la ville<sup>(48)</sup>. Un autre terrain leur fut désigné en 1793, toujours dans l'île Chambièrre, et acheté lors de la vente de biens nationaux. Les pierres tombales des anciens cimetières étaient restées à l'abandon. Le 14 prairial de l'an II (1794), le même conseil, de peur d'être accusé de tiédeur en mit en vente une partie, sans que les Juifs aient pu empêcher cette mesure<sup>(49)</sup>. C'était l'époque où l'on voulait abolir toute distinction

42) « Les exposans ne parlent pas de la rigueur avec laquelle leur loi leur interdit de prendre part au culte d'une autre religion ». A. CAHEN, p. 107, note 2 (p. 72-73 du tiré à part).

43) A. CAHEN, *art. c.*, p. 107-113.

44) ANCHEL, *o.c.*, p. 14.

45) A. CAHEN, *ibid.* et ANCHEL, *ibid.*, p. 26-27. Elle avait été restaurée et agrandie en 1745.

46) ANCHEL, *ibid.*, p. 17.

47) A. CAHEN, *ibid.*, p. 112. - On proposait de transformer leurs parchemins en peaux de tambours - « la peau sur laquelle sont inscrites les lois de cet habile menteur servira à fabriquer des tambours pour appeler à l'attaque et à la destruction de la nouvelle Jericho. » (*Courrier Républicain*).

48) M. GINSBURGER, *Les anciens cimetières israélites de Metz*, REJ, t. LII, 1906, p. 274-275.

49) A. CAHEN, *ibid.*, p. 113.

entre les cultes. Le 5 pluviôse an II (24 janvier 1794), le conseil général de la commune avait pris un arrêté supprimant tous les cimetières des paroisses. Les morts de la ville devaient être inhumés sans distinction de culte. Une certaine tolérance fut d'abord observée à l'égard des juifs qui continuèrent à pratiquer les inhumations dans leur cimetière particulier. On finit par exercer des poursuites et quelques condamnations à des peines de police (amendes) furent infligées à des juifs de Metz pour avoir enfreint l'arrêté du 5 pluviôse. Singulièrement, par un jugement de police du 8 frimaire an II, Alexandre Alphen et Aaron Picquart, bouchers, rue de l'Arsenal, furent condamnés à 200 livres d'amendes. On lit dans le jugement : « les hommes égaux dans leur vie doivent l'être encore après leur mort... Considérant que ce délit prend un caractère plus aggravant par l'obstination avec laquelle quelques citoyens de la rue de l'Arsenal prennent à tâche de le commettre malgré les peines déjà infligées itérativement à plusieurs d'entr'eux, qu'il décèle le fanatisme et un complot ourdi par la superstition, que l'on doit s'empresse de déconcerter. »<sup>(50)</sup>.

Les « ci-devant Juifs » souffrirent de la persécution, non seulement par la profanation de leurs synagogues et de leurs cimetières, mais encore par l'interdiction qui leur était faite d'exercer leur culte d'aucune façon. Les pratiques des juifs exaspéraient les Jacobins autant que celles du culte catholique. L'observance du sabbat étant interdite, les juifs de Metz devaient soigneusement éviter de revêtir ce jour leurs habits de fête. Ils firent raser leurs barbes pour éviter de paraître suspects. L'exercice du culte se fit clandestinement, comme chez les catholiques<sup>(51)</sup>.

On ne vit pas à Metz, comme dans d'autres villes, des rabbins ou des ministres du culte contraints d'apostasier dans des cérémonies publiques. Il ne semble pas que beaucoup de juifs aient fait partie des clubs, de la société populaire. Contrairement à ce qui se passa dans le Bas-Rhin et dans la Meurthe, les juifs de Metz ne furent pas accusés d'agiotage ou d'accaparement. Lorsque la société populaire de Metz demanda en frimaire an III à la Convention de prendre des mesures contre la spéculation sur les biens nationaux et contre l'agiotage, elle ne visait certainement pas les Juifs<sup>(52)</sup>. Ceux de Metz et de la Moselle ne se rendirent pas acquéreurs de biens nationaux<sup>(53)</sup> et ne se livrèrent à aucune spéculation d'envergure. Les autorités avaient recours à eux lorsqu'elles avaient besoin de fonds. C'est ainsi que le 9 septembre 1793 le Comité de Surveillance, faisant appel à leur patriotisme, invita « les citoyens de cette ville professant la religion de Moïse » à fournir les espèces monnayées dont elles avaient besoin<sup>(54)</sup>.

50) GINSBURGER, *ibid.*, p. 277.

51) A. CAHEN, *REJ*, t. XIII, 1886, p. 111.

52) ANCHEL, *o.c.*, p. 22. L'ouvrage de BULTINGAIRE, *Le club des Jacobins de Metz*, 1906, ne mentionne pas de juifs parmi les membres de cet organisme et les destructions successives d'archives, notamment en 1944 celle de la série L des Archives départementales, rendent très difficiles d'éventuelles recherches sur la société populaire ou les comités de surveillance (NDLR).

53) A. GAIN, *La Restauration et les biens des émigrés*, t. II, 1928, p. 265.

54) A. CAHEN, *ibid.*, p. 111.

Pendant la Terreur, plusieurs juifs de Metz furent arrêtés comme suspects. Le rabbin Joseph Gougenheim, assesseur du grand rabbin, fut lui-même du nombre<sup>(55)</sup>. Plusieurs juifs de Metz furent inscrits sur la liste des émigrés. C'étaient pour la plupart des jeunes gens que leurs pères avaient envoyés en Allemagne en juillet 1792. Cette inscription comportait condamnation à mort et mise sous séquestre des biens. Les parents d'absents étaient arrêtés comme suspects. En outre la loi du 19 fructidor an V (1797) obligea ceux qui n'étaient pas rayés et qui étaient revenus à quitter le territoire français. Ainsi furent inscrits les deux fils du rabbin Joseph Gougenheim, les cinq fils de Mayer May dit Charleville, également rabbin, plus tard grand rabbin de Metz, Josias ou Isaïe Nordon, Michel Olry Oulif, Elie Salomon Terquem<sup>(56)</sup> dont le père fut inscrit sur la liste des parents d'absents<sup>(57)</sup>. Presque tous alléguèrent qu'ils s'étaient rendus en Allemagne pour étudier l'hébreu ou l'allemand et se perfectionner dans l'étude de la loi de Moïse. Après des démarches de plusieurs années, ils parvinrent à justifier leur absence et à se faire rayer de la liste. Michel Olry Oulif démontra même qu'après avoir fait un séjour en Allemagne de juillet à octobre 1792 comme facteur de son père, il avait servi sous les armes de septembre 1793 au 20 pluviôse an II, date à laquelle il obtint « un congé par réquisition pour entrer dans les vivres de l'armée ». Il fut rayé en l'an VII. Enfin, le Tribunal criminel de la Moselle condamna à mort des juifs du plat-pays pour crime de faux assignats. Ce furent David Moyse, négociant à Uckange, condamné à mort à 70 ans, le 18 fructidor an II, et exécuté à Metz le 21, et Cerf, marchand à Niedervisse, condamné à mort le 15 vendémiaire en III et exécuté le 16. Tous deux furent portés sur la liste des émigrés et condamnés du département<sup>(58)</sup>, ainsi que Jacob Joseph, juif de Pirmasens<sup>(59)</sup>, marchand de bijouterie et de soieries, condamné à mort le 17 floréal an III par le Tribunal criminel de Paris pour avoir fait circuler de faux assignats.

Après le 9 thermidor et surtout sous le Directoire, les juifs de Metz purent respirer plus librement. Leur nombre diminua légèrement pendant les années révolutionnaires<sup>(60)</sup>. La dissolution de la communauté d'ancien régime, le renversement des barrières légales et sociales font que quelques-uns quittent le vieux quartier juif pour se répandre en ville. Ils vont aussi à Paris, Lyon, Nantes, Nancy, Verdun, où il y a des Juifs à partir de 1792. Les partants ne sont guère remplacés. De 1789 à 1808, 43 chefs de famille juifs prirent domicile dans la ville, dont seulement 8 à 10 étrangers<sup>(61)</sup>.

55) Il avait été placé sur la liste des parents d'absents à cause de l'absence de ses deux fils, soupçonnés d'émigration et inscrits sur la liste des émigrés. A. GAIN, *Liste des émigrés, déportés et condamnés du Département de la Moselle*, Metz, 1925-1931, I, p. 526, n° 1434-35.

56) *Ibid.*, n°s 1434, 1435, 2480 à 2484, 2615, 2714, 3365.

57) A. CAHEN, *ibid.*, p. 112.

58) GAIN, *ibid.*, n°s 566 et 835.

59) Actuellement Rhénanie-Palatinat.

60) En 1801 il y a 503 familles juives à Metz, en diminution de 47 depuis 1789; 2127 individus en l'an X (COLCHEN *Mémoire statistique du Département de la Moselle*, Paris, An XI, p. 53).

61) ANCHEL, *o.c.*, p. 59. C'est un fait remarquable que dans le département de la Moselle on ne constate presque aucune immigration de juifs étrangers durant les années révolutionnaires. Thionville qui contient 56 familles juives en 1808 contre 2 en 1789 n'en compte pas une qui soit de l'étranger.

C'est l'époque où les jeunes gens épris de liberté commencent à abandonner les anciennes coutumes, le début de l'ère de l'assimilation dont les progrès furent extrêmement rapides dans les grandes villes. Quelques-uns fréquentaient déjà l'École centrale de la Moselle (1796-1803) puis le lycée qui lui succéda en 1804. En 1799 la première compte parmi ses élèves Baruch Berr fils, de Metz, qui fut avec quatre autres élèves, désigné pour participer à un concours d'éloquence<sup>(62)</sup>. Gerson-Levy, né à Metz en 1784, plus tard hébraïsant distingué et l'un des fondateurs de l'Académie Royale de Metz, y fit aussi de brillantes études. De même Joël Anspach, hébraïsant né à Metz en 1788, qui obtint au lycée le prix d'honneur de rhétorique ou de philosophie. Moïse Ensheim, né à Metz en 1755, qui avait concouru sans succès pour une chaire de sciences exactes à l'école centrale de la Moselle, professe sous l'Empire au lycée de Mayence<sup>(63)</sup>. De même son élève Olry Terquem, né à Metz en 1782, futur bibliothécaire du Dépôt central d'artillerie à Paris, ancien élève de l'école centrale à Metz, reçu brillamment à l'École Polytechnique en 1802, professe dès 1804 les mathématiques transcendantes au lycée de Mayence et en 1811, à l'école d'artillerie de cette ville<sup>(64)</sup>. Les juifs de Metz volontaires sont nombreux aux armées. Le premier officier juif en France semble avoir été le Messin Anchel Nordon, volontaire en 1789, sous-lieutenant en 1791<sup>(65)</sup>. Enfin, sous le Consulat, Isaïe Berr Bing, le plus illustre des juifs messins de ces temps, est conseiller municipal de Metz.

On voit par ces quelques faits toute l'évolution qui s'était produite en quelques années parmi les juifs, lesquels commencent à participer, individuellement, à la vie publique et sociale du pays. On peut admettre aussi que le français fit des progrès considérables parmi les juifs de Metz en ce sens qu'ils commencent à abandonner entr'eux leur ancien langage judéo-allemand.

Les conditions économiques étaient beaucoup moins favorables. Les guerres incessantes de la Révolution, du Consulat et de l'Empire plongent le pays dans une crise économique et financière très grave. Le mémoire rédigé en 1801 par Colchen, préfet de la Moselle, présente un tableau, semble-t-il assez exact, de la situation des juifs à Metz : « Le commerce consiste principalement en drap et en toilerie, d'autres colportent ou brocantent de petits objets de mercerie et de friperie, mais le plus grand nombre languit dans un état de fainéantise et de pauvreté qui

62) P. CHEVREUX, « L'École centrale de la Moselle », *La Révolution Française*, t. LXVII, 1914, p. 316.

63) ANCHEL, *o.c.*, p. 36.

64) BEGIN, *Biographie de la Moselle*, t. IV, 1832, p. 275.

65) ANCHEL, p. 36, n. 3 et Dr A. ROUILLARD, *Les Vendéens de l'Est...* dans *Mém. de l'Ac. de Metz*, 1985 (paru en 1986), p. 106 et A. CHUQUET, *La Légion germanique*, 1904. Il semble toutefois que ce personnage, engagé volontaire dans la Garde suisse dès 1778, ait quitté le judaïsme avant cette date, cf. *Arch. hist. de l'Armée*, dossier 215/1801-17 (N.D.L.R.). Cet enthousiasme diminue sous l'Empire à cause des guerres incessantes et des conscriptions forcées. En 1809 une enquête du préfet démontrait que depuis l'an VI, les juifs du département avaient fourni 137 soldats, dont 70 servaient en 1808, mais la proportion aux armées diminuait, car « les officiers de recrutement avaient une certaine répugnance à admettre les israélites. » (ANCHEL, p. 398).



déchirerait l'âme la plus sensible. » « Ils ne pratiquent plus le prêt à intérêt, ayant perdu leurs fortunes. Les nombreux capitaux que possédaient la plupart de leurs chefs de famille leur ont été enlevés par l'émigration des anciens militaires, auxquels ils prêtaient chèrement pour subvenir à leurs folles dépenses... »<sup>(66)</sup>. Ce rapport, favorable aux juifs de Metz, rend un son unique à une date où les préfets de la Meurthe et du Bas-Rhin présentent la plupart des juifs sous un jour moins favorable ou même franchement antipathique.

Pierre MENDEL

\* \*  
\*

L'émancipation des Juifs était faite dans les textes législatifs, il restait à la faire dans les esprits. Ce fut un long processus qui dura finalement près d'un siècle. Les préjugés antijuifs n'avaient pas disparu du jour au lendemain dans certaines couches de la population, en Alsace tout particulièrement, et les Juifs, de leur côté, n'avaient guère changé leur mode de vie.

En 1805, de retour d'Austerlitz et passant par Strasbourg, Napoléon fut assailli de plaintes concernant l'usure que les Juifs continuaient de pratiquer en Alsace. A son arrivée à Paris, l'Empereur chargea le Conseil d'État d'examiner la question, et en mai 1806, un décret convoqua à Paris une assemblée de notables juifs chargée de réorganiser le culte et de corriger les Juifs de leurs défauts. Un moratoire d'un an était accordé à leurs débiteurs. L'assemblée des notables se réunit en juillet 1806. Napoléon imagina de faire ratifier leurs décisions, prises du reste sous une forte pression gouvernementale, par un « Grand Sanhédrin », qui se réunit en février 1807 et qui, par sa solennité, devait faire de la volonté impériale un quasi article de foi. Tout ceci finit par aboutir à trois décrets qui furent promulgués en mars 1808. Les deux premiers organisaient l'administration du culte par l'institution des consistoires. Le troisième, que les Juifs appelèrent le « décret infâme » s'attaquait à la répression de l'usure, mais aussi au service militaire des Juifs. Ces derniers, à la différence des autres Français, ne pouvaient désormais plus échapper à la conscription par la possibilité d'un remplacement. Le décret était donc bien discriminatoire, mais Napoléon l'avait imaginé pour accélérer l'assimilation des Juifs, l'armée impériale devant servir de creuset à cet effet. Ce texte ne s'appliquait pas à la Gironde ni aux Landes et les Juifs des autres départements sollicitèrent également leur exemption, la plupart en vain : tel fut le cas de la Moselle, malgré les attestations globalement favorables des principales autorités civiles et militaires. Elles étaient particulièrement élogieuses pour les Juifs de Metz, affirmant

66) COLCHEN, *Mémoire...*, analysé par LIBER, « La question juive devant le Conseil d'État en 1806 », *REJ*, LXXI, 1920.

l'inanité du reproche d'usure à leur rencontre et la ruine imméritée dans laquelle la mesure avait précipité la plupart d'entr'eux<sup>(67)</sup>.

Valable pour 10 ans, le « décret infâme » arriva à son terme en 1818 et ne fut pas reconduit par Louis XVIII. Paradoxe apparent parmi d'autres, c'est la monarchie restaurée qui allait mener à son terme l'émancipation légale du judaïsme français. En 1831 le gouvernement de Louis-Philippe accepta de prendre en charge une partie des dépenses des consistoires et en 1844, le gouvernement renonça à nommer les rabbins, se déchargeant de ce soin sur les consistoires. Le culte juif était dès lors totalement assimilé aux autres religions reconnues en France<sup>(68)</sup>.

De son côté, la mentalité juive évoluait. L'enseignement du français faisait de rapides progrès; mais surtout depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la révolution industrielle, l'instauration du crédit foncier et de nouvelles structures commerciales, devaient progressivement mettre fin aux métiers traditionnels des Juifs de l'Est. Beaucoup d'entr'eux émigrèrent alors, certains hors de France, aux États-Unis et au Brésil, mais également dans les grandes villes, à Paris surtout, où, après une période difficile de chômage, ils trouvèrent peu à peu du travail, et commencèrent à s'élever dans l'échelle sociale. Leurs particularismes culturels et religieux s'estompèrent, et certains d'entr'eux passèrent peu à peu de l'émancipation à l'assimilation.

Jean-Bernard LANG

\* C'est avec la plus grande émotion - et en hommage à sa mémoire - que nous publions la contribution de notre très regretté confrère, Pierre Mendel, décédé avant qu'elle ne paraisse. On y retrouvera la vaste érudition et le sens des nuances qui caractérisaient tous ses travaux historiques. Nous remercions vivement Gilbert Cahen de sa généreuse collaboration.

67) ANCHEL, o.c., p. 299, 312-320, 398-402.

68) F. DELPECH, « Les Juifs en France. 1780-1840 », dans *Les Juifs et la Révolution...*, o.c., p. 3 à 46.